

R. 5315-7

Décret n°2016-1539 du 15 novembre 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

Sous réserve de l'alinéa suivant et des dispositions de l'article **R. 5315-12** en ce qui concerne les délibérations relevant du 8° de l'article **R. 5315-3**, les délibérations du conseil d'administration sont exécutoires quinze jours après leur réception par les ministres de tutelle si ceux-ci ne s'y sont pas opposés. Elles peuvent être immédiatement exécutées, en cas d'urgence déclarée par le conseil d'administration, après autorisation des ministres de tutelle.

Les délibérations relevant des 4°, 6°, 7°, 9°, 13°, 14°, 15°, 16,19° et 20° de l'article **R. 5315-3** sont exécutoires après approbation conjointe des ministres de tutelle. Dans le cas où aucune décision expresse n'a été notifiée dans le délai d'un mois après leur réception par ces autorités, ces décisions sont réputées approuvées. Lorsqu'un ministre de tutelle demande par écrit des informations ou documents complémentaires, ce délai est suspendu jusqu'à la production de ces informations ou documents.

Sous-section 2 : Directeur général

R. 5315-8

Décret n°2017-1819 du 29 décembre 2017 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

Le directeur général est nommé par décret sur proposition conjointe des ministres de tutelle.

Le directeur général :

- 1° Prépare, cosigne et exécute le contrat d'objectifs et de performance prévu au 1° de l'article **R. 5315-3** ;
 - 2° Prépare les délibérations du conseil d'administration et en assure l'exécution ;
 - 3° Prépare et exécute le budget de l'établissement ;
 - 4° Est ordonnateur des recettes et des dépenses ;
 - 5° A autorité sur l'ensemble des personnels de l'établissement et en assure la gestion. A ce titre, il recrute, nomme et gère le personnel ;
 - 6° Préside le comité social et économique central ;
 - 7° Conclut les conventions et marchés se rapportant aux missions de l'établissement dans les limites fixées par le conseil d'administration ;
 - 8° Représente l'établissement en justice et dans les actes de la vie civile dans les conditions prévues par le conseil d'administration en application du 20° de l'article **R. 5315-3** ;
 - 9° Etablit le rapport annuel d'activité ainsi que le rapport social ;
 - 10° Rend compte de sa gestion au conseil d'administration.
- Il peut déléguer sa signature aux personnels placés sous son autorité.

Sous-section 3 : Règles financières et comptables

R. 5315-9

Décret n°2016-1539 du 15 novembre 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

L'établissement public est soumis :

- 1° En matière de gestion financière et comptable, aux règles applicables aux entreprises industrielles et commerciales ;
- 2° Au contrôle économique et financier de l'Etat, dans les conditions fixées par les *décrets n° 53-707 du 9 août 1953* relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social et *n° 55-733 du 26 mai 1955* relatif au contrôle économique et financier de l'Etat ;
- 3° Au contrôle de la Cour des comptes.